



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

Clermont-Ferrand, le 23 Décembre 2020

RECU le 29 DEC. 2020

Service Eau, Environnement, Forêt
Affaire suivie par :
Damien LEGLEYE
Tél. : 04 73 42 15 79
ddt-seef-spe@puy-de-dome.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires
à

**INRAE Centre Clermont-ARA
Route de Theix
63122 SAINT-GENES-CHAMPANELLE**

OBJET : dossier de déclaration instruit au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement :
la destruction d'une zone humide au lieu-dit Le Grand Champ pour la construction d'un bâtiment agricole sur la commune de SAINT-GENES-CHAMPANELLE
Courrier de notification de décision

Réf. : 63-2020-00301

P.J. :

Monsieur le Président de Centre,

Par courrier en date du 29 Octobre 2020, vous avez déposé un dossier de déclaration, complété le 17 Décembre 2020 concernant :

la destruction d'une zone humide au lieu-dit Le Grand Champ dans le cadre de la construction d'un bâtiment agricole sur la commune de SAINT-GENES-CHAMPANELLE

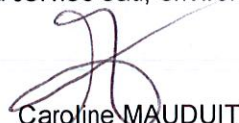
dossier enregistré sous le numéro : **63-2020-00301**.

Vous trouverez ci-joint le récépissé de déclaration pour ce dossier, précisant les suites données à votre dossier.

Vous ne pouvez pas commencer les travaux avant le 17 Février 2021.

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président de Centre, l'expression de mes salutations distinguées.

Pour le directeur départemental des territoires
et par délégation,
La cheffe du service eau, environnement, forêt


Caroline MAUDUIT



**PRÉFET
DU
PUY-DE-DÔME**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction départementale
des territoires**

REÇU le 29 DEC. 2020

**RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
CONCERNANT**

**LA DESTRUCTION D'UNE ZONE HUMIDE AU LIEU-DIT LE GRAND CHAMP DANS LE CADRE DE LA
CONSTRUCTION D'UN BÂTIMENT AGRICOLE
COMMUNE DE SAINT-GENES-CHAMPANELLE**

DOSSIER N° 63-2020-00301

Le Préfet du Puy-de-Dôme,
Chevalier de la Légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du Mérite,

CE RÉCÉPISSÉ N'AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 17 Décembre 2020, présenté par INRAE Centre Clermont-ARA représenté par Monsieur le Président de Centre, Emmanuel HUGO, enregistré sous le n° 63-2020-00301 et relatif à la destruction d'une zone humide au lieu-dit Le Grand Champ dans le cadre de la construction d'un bâtiment agricole,

Ce récépissé atteste du dépôt de la déclaration du pétitionnaire suivant :

**INRAE Centre Clermont-ARA
Route de Theix
63122 SAINT-GENES-CHAMPANELLE**

Ces aménagements relèvent des rubriques ci-dessous, et les arrêtés de prescriptions générales s'appliquent :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
3.3.1.0	Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais, la zone asséchée ou mise en eau étant : 1° Supérieure ou égale à 1 ha (A) 2° Supérieure à 0,1 ha, mais inférieure à 1 ha (D)	Déclaration	

Vous ne pouvez pas débuter les travaux avant le 17 Février 2021, sauf si le Préfet donne son accord par écrit avant cette échéance.

Pour non-respect de ce délai, le déclarant s'expose à une amende d'un montant maximum de 1.500 Euros pour les personnes physiques, et 7.500 Euros pour les personnes morales.

Durant ce délai :

- des compléments peuvent vous être demandés,
- ou un accord définitif peut vous être adressé,
- ou un projet d'arrêté peut vous être adressé,
- ou, dans certains cas, un refus peut être prononcé (opposition à déclaration).

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance indiquée ci-dessus, ce récépissé vaut accord tacite.

II. Début des travaux et durée de l'autorisation

Une fois l'accord obtenu, le service de police de l'eau devra être averti 15 jours avant le début des travaux.

La mise en service de l'installation doit intervenir dans un délai de 3 ans à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au Préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

III. Conformité des travaux et contrôle

Les ouvrages, les travaux, les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé et aux dispositions figurant dans les arrêtés de prescriptions. L'inobservation de ces dispositions pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R.216-12 du code de l'environnement.

Toute modification sur les ouvrages, leur utilisation, les activités exercées, doit au préalable être portée à la connaissance du Préfet, qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations dans les conditions définies par le code de l'environnement.

IV. Recours et publication

Copies de la déclaration et de ce récépissé sont adressées aux mairies où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois pour information.

Cette déclaration sera mise à disposition du public sur le site internet des services de l'Etat dans le Puy-de-Dôme durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, dans un délai de deux mois par le déclarant à compter de la date de notification, et dans un délai de quatre mois par les tiers à compter de la date de sa publication ou de son affichage en mairie.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

A Clermont-Ferrand, le 23 décembre 2020

Pour le directeur départemental des territoires
et par délégation,
La cheffe du service eau, environnement, forêt


Caroline MAUDUIT